



C(Extr.)/21/2

ORIGINAL : anglais

DATE : 26 janvier 2004

UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES
GENÈVE

CONSEIL

Vingt et unième session extraordinaire
Genève, 2 avril 2004

EXAMEN DE LA CONFORMITÉ DE LA LOI DE LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE
SUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS AVEC L'ACTE DE 1991
DE LA CONVENTION UPOV

Document établi par le Bureau de l'Union

Introduction

1. Par une note datée du 15 octobre 2003, adressée au Bureau de l'Union, la Mission permanente de la République d'Arménie auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève a demandé l'examen de la loi de la République d'Arménie sur la protection des obtentions (ci-après dénommée "loi"), adoptée le 23 novembre 1999, du point de vue de sa conformité avec l'Acte de 1991 de la Convention UPOV (ci-après dénommé "Acte de 1991"). Cette note est reproduite dans l'annexe I du présent document. L'annexe II [en anglais seulement] contient une traduction de la loi en anglais fournie par le Gouvernement de la République d'Arménie (ci-après dénommée "Arménie").

2. L'Arménie n'a pas signé l'Acte de 1991. En vertu de l'article 34.2) de cet Acte, elle doit donc déposer un instrument d'adhésion pour devenir Partie contractante sur la base de l'Acte de 1991. Conformément à l'article 34.3) de l'Acte de 1991, un instrument de ce type ne peut être déposé que si l'État en question a demandé l'avis du Conseil sur la conformité de sa législation avec les dispositions de l'Acte de 1991 et si la décision du Conseil faisant office d'avis est positive.

Fondement de la protection des obtentions végétales en Arménie

3. En Arménie, la protection des obtentions végétales est régie par la loi. On trouvera ci-après une analyse de la loi dans l'ordre des dispositions de droit matériel de l'Acte de 1991.

4. L'article 2 de la loi intitulé "Législation relative à la protection des obtentions" contient la disposition suivante : "Les rapports juridiques dans le domaine de la protection et de l'exploitation ou de l'utilisation des obtentions sont régis par la présente loi, le code civil de la République d'Arménie et d'autres instruments législatifs et réglementaires de la République d'Arménie. Si les traités internationaux auxquels la République d'Arménie est partie contiennent des dispositions qui diffèrent de celles énoncées dans la présente loi, les dispositions du traité international priment". L'article 2 de la loi énonce le principe général selon lequel, en droit, en cas de conflit entre un traité et la loi, c'est le traité qui prime (principe général à l'article 2 de la loi). Ce principe général énoncé à l'article 2 de la loi comblera toute lacune ou contradiction mineure quant au fond avec l'Acte de 1991 qui aura été relevée dans le présent document.

Article premier de l'Acte de 1991 : Définitions

5. Les définitions figurent à l'article 3 de la loi. L'article 3.h) (auteur) et i) (obteneur) de la loi contient des éléments essentiels de la définition de l'obteneur figurant à l'article premier, alinéa iv) de l'Acte de 1991. Afin de s'aligner sur la convention, il est recommandé de reprendre la définition du terme "obteneur" figurant dans l'article premier, alinéa iv) de l'Acte de 1991.

6. L'article 3.a) de la loi reprend pour l'essentiel la définition de la "variété" figurant dans l'article premier, alinéa vi) de l'Acte de 1991. Il est recommandé d'inclure les termes "qui, qu'il réponde ou non pleinement aux conditions pour l'octroi d'un droit d'obteneur" après les termes "du rang le plus bas connu". Afin d'éviter toute confusion quant à l'étendue du droit d'obteneur tel qu'il est défini dans les articles 14 et 15 de l'Acte de 1991 (voir les paragraphes 24 à 28 du présent document), il est proposé de supprimer la phrase : "Les catégories protégées de la variété sont le clone, l'hybride de première génération, la population, la lignée".

7. La définition de la "variété commune connue" à l'article 3.f) de la loi est incomplète; il est proposé de supprimer cette définition et d'incorporer la notion de "notoirement connue" énoncée à l'article 7 de l'Acte de 1991 dans l'article 5 de la loi traitant de la condition de distinction.

8. Devant le manque de cohérence constaté dans la loi, en ce qui concerne l'utilisation des termes "obtention végétale" et "variété" (par exemple, dans l'article 5 en rapport avec les conditions de nouveauté, d'homogénéité, de stabilité, et également dans l'article 13), il est recommandé de supprimer la définition d'"obtention" à l'article 3.b) de la loi, car elle est source de confusion. La définition d'"obtention protégée" à l'article 3.e) de la loi précise déjà qu'une obtention consiste en une variété végétale protégée en vertu de cette loi.

9. Il est recommandé d'utiliser le terme "matériel de reproduction ou de multiplication végétative" au lieu de "matériel de semence" à l'article 3.c) de la loi et "produit de la récolte" au lieu de "matériel végétal" (article 3.d) de la loi) afin de reprendre les termes utilisés dans l'Acte de 1991.

Article 2 de l'Acte de 1991 : Obligation fondamentale des Parties contractantes

10. La loi prévoit la délivrance d'un brevet pour une obtention conformément à l'article 2 de l'Acte de 1991.

Article 3 de l'Acte de 1991 : Genres et espèces devant être protégés

11. La loi ne contient pas de disposition relative à la liste des genres et des espèces protégées en Arménie. Selon l'article 3.2)i) de l'Acte de 1991, "[C]haque Partie contractante qui n'est pas liée par l'Acte de 1961/1972 ou par l'Acte de 1978 applique les dispositions de la présente Convention, i) à la date à laquelle elle devient liée par la présente Convention, à au moins 15 genres ou espèces végétaux [...]".

12. Lorsqu'elle déposera son instrument d'adhésion à l'Acte de 1991, l'Arménie devra notifier la liste des genres et espèces qui sont protégés en Arménie conformément à l'article 3.2)i) de l'Acte de 1991.

Article 4 de l'Acte de 1991 : Traitement national

13. L'Arménie a consacré le principe du traitement national dans l'article 21 de la loi. Il convient de préciser que non seulement les nationaux mais aussi les personnes physiques ayant leur domicile dans les pays membres de l'UPOV doivent bénéficier du même traitement que celui qui est accordé par l'Arménie à ses nationaux.

Articles 5 à 9 de l'Acte de 1991 : Conditions de l'octroi d'un droit d'obtenteur

14. Les conditions de l'octroi du droit d'obtenteur sont énoncées à l'article 5 de la loi, qui reprend la plupart des dispositions quant au fond énoncées dans les articles 5 à 9 de l'Acte de 1991. Afin de rendre la loi totalement conforme à la terminologie et aux dispositions des articles 5 à 9 de l'Acte de 1991, les modifications ci-après sont recommandées.

15. En ce qui concerne la condition de nouveauté, il est recommandé d'insérer à l'article 5.1) de la loi les mots soulignés ci-dessous :

“Une variété est réputée nouvelle si, à la date de dépôt de la demande de brevet, du matériel de reproduction ou de multiplication végétative ou un produit de récolte de la variété n'a pas été vendu ou remis à des tiers d'une autre manière, par l'obtenteur ou avec son consentement, aux fins de l'exploitation de la variété [...]”

16. Si l'intention du législateur était de prévoir à l'article 22 de la loi un régime transitoire en ce qui concerne la nouveauté pour les variétés de création récente selon l'article 6.2) de l'Acte de 1991, il est recommandé d'inclure dans la loi ou dans son règlement d'application le délai à accorder au déposant pour invoquer le bénéfice du régime transitoire prévu à l'article 6.2) de l'Acte de 1991 et les critères selon lesquels une variété sera considérée comme étant de création récente ainsi que la durée du brevet dans ces cas.

17. En ce qui concerne la condition de distinction, il est recommandé d'ajouter la phrase suivante à la fin de l'article 5.2) de la loi :

[...] “En particulier, le dépôt, dans tout pays, d’une demande d’octroi d’un droit d’obtenteur ou d’inscription dans un catalogue de variétés autorisées à être commercialisées est réputé rendre la variété qui fait l’objet de la demande une variété notoirement connue à partir de la date de la demande, si celle-ci aboutit à l’octroi du droit d’obtenteur ou à l’inscription dans le catalogue, selon le cas.”

Article 10 de l’Acte de 1991 : Dépôt de demandes

18. La loi contient des dispositions sur le dépôt des demandes à l’article 6, qui sont conformes à l’article 10 de l’Acte de 1991.

Article 11 de l’Acte de 1991 : Droit de priorité

19. La loi ne contient pas les dispositions de l’article 11 de l’Acte de 1991 sur le droit de priorité, à l’exception de la phrase ci-après figurant dans l’article 8 de la loi : “La priorité de l’obtention est déterminée par la date de dépôt de la demande auprès du service autorisé”. Il est recommandé d’incorporer les dispositions de l’article 11 de l’Acte de 1991. Dans l’intervalle, le principe général énoncé dans l’article 2 de la loi peut permettre de pallier cette omission.

Article 12 de l’Acte de 1991 : Examen de la demande

20. L’examen de la demande est prévu aux articles 9, 10 et 11 de la loi en des termes qui permettent à l’Arménie de donner effet à l’article 12 de l’Acte de 1991. Toutefois, il conviendrait d’ajouter à la fin de l’article 11.1) les termes suivants : “Le service autorisé peut exiger du déposant tous renseignements, documents ou matériel nécessaires aux fins de l’examen”.

21. L’article 9.2) de la loi fait état d’un délai de trois mois pour l’examen préliminaire de la demande, alors que l’article 9.4) de la loi prévoit un délai de 15 jours pour informer le déposant des corrections à apporter à la demande. Il conviendrait de préciser le rapport entre ces deux délais compte tenu de la nécessité de prévoir des délais réalistes pour les services et des délais raisonnables pour les déposants.

22. L’article 10.2) de la loi accorde un délai de trois jours au service pour prendre une décision au sujet de la condition de nouveauté en l’absence d’objections. Il est recommandé de modifier ce délai.

Article 13 de l’Acte de 1991 : Protection provisoire

23. L’article 16 de loi contient des dispositions sur la protection provisoire correspondant au minimum prescrit par l’article 13 de l’Acte de 1991. Toutefois, il est proposé, afin de pleinement intégrer les dispositions de l’article 13 de l’Acte de 1991, de remplacer l’article 16.3) de la loi par le texte suivant :

“Le titulaire du brevet aura droit à une rémunération équitable perçue auprès de celui qui, pendant la période d’application de la protection juridique provisoire, aura accompli des

actes indiqués à l'article 13 de la présente loi qui, une fois le brevet délivré, requéraient l'autorisation du titulaire. Le montant de la rémunération est déterminé d'un commun accord entre les parties. En l'absence d'un tel accord, la question est soumise au tribunal."

Articles 14 et 15 de l'Acte de 1991 : Les droits de l'obtenteur

24. Les articles 14 et 15 de l'Acte de 1991 ont été repris quant au fond dans les articles 13 et 15 de la loi. Toutefois, il est proposé de remplacer l'alinéa premier de l'article 13 de la loi par l'alinéa suivant :

"1. Sous réserve des exceptions relatives au droit de brevet énoncées à l'article 15 et de l'épuisement du droit de brevet [nouvel article à insérer dans la loi], l'autorisation du titulaire du brevet est requise pour les actes suivants accomplis à l'égard du matériel de reproduction ou de multiplication de l'obtention : [...]."

25. Il est en outre proposé de remplacer l'alinéa 2 de l'article 13 de la loi par l'alinéa suivant :

"2. Le droit du titulaire du brevet, tel qu'il est prévu dans l'alinéa ci-dessus, s'étend aussi au produit de la récolte obtenu par utilisation non autorisée de matériel de reproduction ou de multiplication, à moins que le titulaire du brevet ait raisonnablement pu exercer son droit en relation avec ledit matériel de reproduction ou de multiplication."

26. À l'article 13.3) de la loi, il est proposé de remplacer le terme "semences" par "matériel de reproduction ou de multiplication".

27. Il est proposé d'insérer dans l'article 13.4)b) de la loi les mots "par exemple par" avant le membre de phrase "la sélection d'une transformation induite".

28. Il est proposé d'ajouter la précision ci-après à la fin de l'article 15.1)c) afin de rendre la loi totalement conforme à l'article 15.1)iii) de l'Acte de 1991 : "et, à moins que les dispositions de l'article 13.3) et 4) ne soient applicables, aux actes mentionnés à l'article 13.1) et 2) de la loi accomplis avec de telles variétés nouvelles".

Article 16 de l'Acte de 1991 : Épuisement du droit d'obtenteur

29. Il est recommandé d'ajouter un nouvel article dans la loi en ce qui concerne l'épuisement du droit d'obtenteur, dans le sens de l'article 16 de l'Acte de 1991. Pour l'instant, le principe général énoncé dans l'article 2 de la loi peut permettre de pallier cette omission.

Article 17 de l'Acte de 1991 : Limitation de l'exercice du droit d'obtenteur

30. L'article 17.6) à 8) de la loi prévoit un système de licences obligatoires pour des raisons de sécurité nationale et d'intérêt public, qui répond aux exigences de l'article 17 de l'Acte de 1991.

Article 18 de l'Acte de 1991 : Règlementation économique

31. La loi ne semble pas contenir de dispositions contraires à l'article 18 de l'Acte de 1991.

Article 19 de l'Acte de 1991 : Durée du droit d'obtenteur

32. Selon l'article 4.4) de la loi, la durée de la protection est de 25 ans pour la vigne et les plantes ornementales, les arbres fruitiers et forestiers, y compris leurs pieds-mères, et de 20 ans pour les autres espèces à compter de la date de l'inscription de l'obtention dans le registre d'État. Cela est conforme à l'article 19 de l'Acte de 1991.

Article 20 de l'Acte de 1991 : Dénomination de la variété

33. Les dispositions relatives aux dénominations variétales figurent dans l'article 7 de la loi. Afin d'intégrer l'essentiel de l'article 20 de l'Acte de 1991, il est recommandé d'ajouter les dispositions ci-après :

“1. L'obtention sera désignée par une dénomination qui doit permettre d'identifier la variété.

“2. Elle ne peut se composer uniquement de chiffres sauf lorsque c'est une pratique établie pour désigner des variétés. Elle ne doit pas être susceptible d'induire en erreur ou de prêter à confusion sur les caractéristiques, la valeur ou l'identité de la variété ou sur l'identité de l'obtenteur. Elle doit en particulier être différente de toute dénomination qui désigne, sur le territoire de l'un quelconque des États membres de l'UPOV, une variété préexistante de la même espèce végétale ou d'une espèce voisine.

“[3. Inchangé]

“4. Il n'est pas porté atteinte aux droits antérieurs des tiers. Si, en vertu d'un droit antérieur, l'utilisation de la dénomination d'une variété est interdite, le service autorisé exige que l'obtenteur propose une autre dénomination.

“5. L'obtention n'est utilisée qu'avec la dénomination inscrite au registre d'État. Quiconque, sur le territoire d'un État membre de l'UPOV, procède à la mise en vente ou à la commercialisation du matériel de reproduction ou de multiplication végétative d'une obtention est tenu d'utiliser la dénomination même après l'expiration du brevet, pour autant que des droits antérieurs ne s'opposent pas à cette utilisation.

“6. Lorsqu'une variété est déjà protégée par un État membre de l'UPOV ou lorsqu'une demande de protection de la même variété est déposée dans ledit État membre de l'UPOV, seule la dénomination de la variété qui a été proposée ou enregistrée dans cet autre pays membre de l'UPOV peut être proposée et enregistrée, et le service autorisé n'enregistre aucune autre désignation comme dénomination pour ladite variété à moins qu'il ne constate la non-convenance de la dénomination en Arménie.

“7. Le titulaire du brevet ne peut pas invoquer ses droits sur la dénomination (marque, nom commercial ou autre droit) contre l'utilisation légitime de sa dénomination variétale lorsque la variété est mise en vente ou commercialisée par un tiers, même après l'expiration de la protection du brevet.

“8. Le service autorisé publie dans le journal officiel les dénominations variétales des obtentions qui ont été proposées ou enregistrées ou radiées et communique aux autres pays membres de l’UPOV les informations relatives aux dénominations variétales.”

34. Pour l’instant, le principe général énoncé dans l’article 2 de la loi peut permettre de pallier les omissions précitées relevées dans l’article 7 de la loi.

Article 21 de l’Acte de 1991 : Nullité du droit d’obtenteur

35. La loi n’énonce pas les motifs de nullité mentionnés dans l’article 21.1)i) et ii) de l’Acte de 1991. Il est recommandé de les incorporer et de modifier l’article 18.c) ainsi que de supprimer le point cb) de la loi. Pour l’instant, le principe général énoncé dans l’article 2 de la loi peut permettre de pallier l’écart constaté par rapport à l’article 21 de l’Acte de 1991.

36. Il est aussi recommandé d’établir clairement la distinction, dans l’article 18 de la loi, entre les motifs de nullité et les motifs de déchéance (dans la loi, l’expression utilisée est “expiration prématurée”). La déclaration de nullité a pour effet que le droit d’obtenteur est considéré comme n’ayant jamais été octroyé, alors que la déchéance n’a pas d’effet rétroactif.

Article 22 de l’Acte de 1991 : Déchéance de l’obtenteur

37. La législation ne reprend pas sur le fond l’article 22.1)a) et b)i) de l’Acte de 1991. Il est recommandé d’incorporer dans la loi les motifs de déchéance énoncés dans l’article 22.1)a) et b)i) de l’Acte de 1991. Pour l’instant, le principe général énoncé dans l’article 2 de la loi peut permettre de pallier cet écart par rapport à l’article 22 de l’acte de 1991.

Article 30 de l’Acte de 1991 : Application de la Convention

38. L’article 30.1)i) de l’Acte de 1991 exige que les Parties contractantes prévoient “les recours légaux appropriés permettant de défendre efficacement les droits d’obtenteur”. Il est recommandé d’inclure dans la loi des dispositions relatives aux recours légaux à la disposition des titulaires d’un brevet ou d’y mentionner les textes de loi concernant cette question.

39. L’article 30.1)ii) de l’Acte de 1991 exige que les Parties contractantes établissent “un service chargé d’octroyer des droits d’obtenteur [...]”. L’article 3.j) de la loi définit le “service autorisé” comme étant “l’organisme d’État autorisé qui délivre le brevet correspondant à l’obtention”. La loi est conforme à l’article 30.1)ii) de l’Acte de 1991.

40. L’article 30.1)iii) de l’Acte de 1991 exige que les Parties contractantes publient les informations relatives aux demandes et à l’octroi des droits d’obtenteur ainsi qu’aux dénominations proposées et approuvées. L’article 19 de la loi intitulé “Publication des informations officielles” prévoit que le service autorisé publiera périodiquement dans un bulletin officiel les informations exigées à l’article 30.1)iii) de l’Acte de 1991.

Conclusion générale

41. La loi incorpore en substance, dans ses principales dispositions, l'Acte de 1991. Les divergences susmentionnées par rapport à une stricte conformité seront palliées par le principe général énoncé dans l'article 2 de la loi (voir le paragraphe 4 du présent document). Toutefois, il est recommandé que les textes de la législation de l'Arménie soient modifiés et complétés dès que cela sera possible de manière à éviter le recours au principe général susmentionné.

42. Le Bureau de l'Union suggère donc que le Conseil

a) avise le Gouvernement arménien que la loi incorpore en substance, dans ses principales dispositions, l'Acte de 1991 et qu'il peut déposer un instrument d'adhésion à l'Acte de 1991;

b) invite en outre le Gouvernement arménien à modifier et compléter les textes de sa législation, comme cela est recommandé dans le présent document, de façon à éviter le recours au principe général énoncé dans l'article 2 de la loi.

43. Le Conseil est invité à prendre note des renseignements ci-dessus et à adopter la décision figurant au paragraphe précédent.

[L'annexe I suit]

ANNEXE I

Traduction de la note du 15 octobre 2003 (référence n° 312/335/03)

adressée par : Mission permanente de la République d'Arménie

au : Secrétariat de la Convention internationale pour
la protection des obtentions végétales, Genève

La Mission permanente de la République d'Arménie auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève présente ses compliments au Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales et, conformément à l'alinéa 3 de l'article 34 de la Convention UPOV, la République d'Arménie a l'honneur de demander au Conseil de l'UPOV son avis sur la conformité de la loi de la République d'Arménie sur la protection des obtentions, adoptée par l'Assemblée nationale de l'Arménie le 23 novembre 1999, avec les dispositions de l'Acte de 1991 de la Convention UPOV.

Le texte de la loi de la République d'Arménie sur la protection des obtentions est joint à la présente note (texte anglais).

La Mission permanente de la République d'Arménie saisit cette occasion pour renouveler au Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales les assurances de sa très haute considération.

[L'annexe II suit]

ANNEXE II / ANNEX II / ANLAGE II / ANEXO II

THE LAW OF THE REPUBLIC OF ARMENIA
ON THE PROTECTION OF SELECTION ACHIEVEMENTS

adopted by
the National Assembly
on November 23, 1999

CHAPTER I
GENERAL PROVISIONS

Article 1
Purposes of the Law

The present Law regulates the economic relationships and the non-economic personal relationships associated with the creation, legal protection and exploitation or use of the plant variety selection achievements.

Article 2
Legislation on the Protection of Selection Achievements

The legal relations in the field of protection and exploitation or use of selection achievements shall be regulated by this Law, Civil Code of the Republic of Armenia (RA) and other legislative instruments of the RA. Where the international treaties of the RA contain provisions that differ from those set out in this Law, the provisions of such international treaty shall apply.

Article 3
The Main Terms Used in the Law

The following main terms are used in this Law:

- a) variety - a plant grouping within a single botanical taxon of the lowest known rank, which can be defined by the expression of characteristics resulting from a given genotype or combination of genotypes, is distinguished from any other plant grouping of the same botanical taxon by the expression of at least one of the said characteristics and can be considered as a unit with regard to its suitability for being propagated unchanged. The variety may be represented by a single part or parts of a plant provided such part or parts may be used for the purpose of reproduction of entire plants of the variety. The protected categories of the variety shall be the clone, the first generation hybrid, the population, the line;
- b) selection achievement - a plant variety acquired by an artificial way and having one or several economic characteristics that distinguish it from existing plant varieties;

- c) seed material (nursery material) - a plant or its single part used for the purpose of reproduction of the variety;
- d) plant material - a plant or its part used for purposes other than reproduction of the variety;
- e) protected selection achievement - a plant variety registered in the State Register of Protected Selection Achievements (hereinafter, State Register);
- f) commonly known variety - a selection achievement having a precise description, which has been entered in the State Register;
- g) applicant – a natural person or a legal entity, who has filed an application for the grant of a patent for a selection achievement;
- h) author - a natural person or a group thereof whose creative work resulted in the creation of the variety;
- i) breeder - an author of the variety, his/her heirs, persons who are the author's employers or their successors in title;
- j) Authorized Body – the State authorized body who performs the granting of the patent for the selection achievement;
- k) Appeal Board – the commission created by the Authorized Body for the settlement of disputes related to the examination of the selection achievements.

Article 4
Legal Protection of Selection Achievements

1. The rights in a selection achievement shall be protected by the Law and shall be certified by a patent for a selection achievement.
2. The patent shall certify the exclusive right of the patent owner to use the selection achievement.
3. A selection achievement for which a patent has been granted shall be registered in the State Register.
4. The term of a patent shall be 20 years from the date of registration of the selection achievement in the State Register. For the varieties of the grapevines and ornamental, fruit and forest trees, including rootstocks thereof, the said period shall be 25 years.

CHAPTER II

CONDITIONS FOR LEGAL PROTECTION OF SELECTION ACHIEVEMENTS AND THE PROCEDURE FOR FILING AN APPLICATION FOR THE GRANT OF A PATENT

Article 5

Criteria of the Legal Protection of Selection Achievement

The criteria of the legal protection of selection achievement shall be the following:

1. Novelty.

A plant variety shall be deemed to be new if, at the date of filing of the application for the grant of a patent, the seed material (nursery material) of the given variety has not been sold or otherwise disposed of to others, by the breeder, for purposes of exploitation of the variety

- a) in the territory of the RA, earlier than one year before that date;
- b) in the territory of any other State, earlier than four years or, in the case of grapevines and ornamental, fruit and forest trees, earlier than six years before the said date;

2. Distinctness.

A selection achievement shall be deemed having distinctness if it is clearly distinguishable from any other commonly known selection achievement existing at the time of the filing of the application;

3. Homogeneity.

A plant variety shall be deemed homogeneous if, taking into account peculiarities of its propagation, the plants of such variety are sufficiently uniform in their essential characteristics;

4. Stability.

A selection achievement shall be deemed stable if its essential characteristics remain unchanged after repeated propagation or reproduction or, in the case of a particular cycle of propagation or reproduction, at the end of each such cycle.

Article 6

Application for the Grant of a Patent

1. The application for a patent for selection achievement (hereinafter, application) shall be filed with the Authorized Body by the breeder.
2. The request of the application shall be drawn up in Armenian.

3. The other documents of the application may be submitted in another language. In such a case, the domestic applicant shall be required to submit a translation thereof into Armenian together with the application and the foreign applicant - within two months from the filing date of the application.
4. The application shall relate to one single selection achievement.
5. The application for a patent for selection achievement shall contain:
 - a) the request for the grant of a patent, where a denomination of the selection achievement, an applicant (applicants), an author (co-authors) and their residence or place of location shall be indicated;
 - b) the description of the selection achievement.
6. The document approving the payment of the fee in a prescribed value shall be attached to the application.
7. The requirements to the document forms of the selection achievement application shall be established by the Authorized Body.

Article 7 Denomination of Selection Achievement

1. The selection achievement shall be designated by a denomination, which shall consist of genealogy of the variety.
2. The denomination must enable the variety to be identified, exclude the solely figurative expression, and not be liable to mislead or to cause confusion concerning the qualitative and genealogical issues of the variety.
3. The breeder shall propose a denomination of the variety to the Authorized Body. If it is found that such a denomination does not satisfy the requirements of paragraph 2 of this Article, the mentioned Body shall refuse the registration and shall require the breeder to propose another denomination within a period of one month. The Authorized Body shall register the denomination of the variety simultaneously with the granting of the patent.
4. Prior rights of third persons shall not be affected.
5. The selection achievement shall be used only with the denomination registered in the State Register.

Article 8 Priority of the Selection Achievement

The priority of the selection achievement shall be determined by the date of filing of the application to the Authorized Body.

CHAPTER III

EVALUATION OF THE LEGAL PROTECTION OF THE SELECTION ACHIEVEMENT

Article 9

Preliminary Examination of the Application

1. A preliminary examination of the application shall be carried out by the Authorized Body in accordance with this Article.
2. During the preliminary examination, within a period of three months, the existence of the documents appropriate to the prescribed requirements of the application shall be verified.
3. If after the preliminary examination it appears that the documents of the application conform to the prescribed requirements, the Authorized Body shall make a decision for an official publication of the application.
4. If an application does not conform to the prescribed requirements, the Authorized Body during 15 days from the date of receipt of the application shall send to the applicant a request with a proposal to submit, within a period of two months, the corrected or the missing documents.
5. If the relevant additional or corrected materials are not submitted within a period of two months from the date of request, the application shall be deemed invalid.
6. During the preliminary examination the applicant may, on his own initiative or if requested to do so, make corrections or amendments to the application by submitting additional materials, provided such materials do not modify the subject matter of the filed selection achievement. The additional materials shall be deemed as modifying the subject matter of the selection achievement if they contain characteristics that were not contained in the application as originally filed and which should be included in the claims. The part of additional materials that modifies the subject matter of the filed selection achievement shall not be taken into consideration for the purposes of the examination and the applicant may couch it as a separate application.
7. After the preliminary examination the Authorized Body shall make a decision for refusal to grant a patent or for an official publication of the application.
8. If the applicant does not agree with the decision of the preliminary examination for refusal to grant a patent, he shall be entitled within two months as from the date of receipt of the decision to appeal to the Authorized Body with a request for repeated preliminary examination. The repeated preliminary examination shall be carried out within one month as from the date of receipt of the request.
9. After the repeated preliminary examination the Authorized Body shall make a decision for refusal to grant a patent or for an official publication of the application.
10. If the applicant does not agree with the decision of the repeated preliminary examination, he may apply to the court from the date of its receipt.

Article 10
Examination of Novelty of the Selection Achievement

1. Any interested party may, within six months following the date of publication of the application, submit to the Authorized Body an objection in respect of the novelty of the claimed selection achievement.
2. In case of absence of the objection the Authorized Body shall take a decision on compliance of the application to the criteria of novelty within three days and shall notify the applicant within one week from the taking a decision.
3. In case of receiving an objection the Authorized Body shall notify the applicant submitting him a copy of objection. If the applicant does not submit a written denial to the Authorized Body within three months from the date of receipt of the said notice, the Authorized Body shall take a decision to refuse the patent grant.
4. The Authorized Body, on the basis of available to him documents, within twelve months from the date of official publication of the application shall take a decision on the compliance of the application to the criteria of novelty or on refusal of the patent grant and shall notify the applicant about the decision within one week.
5. In case of disagreement with the decision to refuse the patent grant, the applicant shall be entitled, within two months as from the date of receipt of the said decision, to lodge an appeal with the Appeal Board of the Authorized Body. The Appeal Board shall consider the appeal within two months as from the date of its receipt and shall submit its decision to the applicant within three days.
6. In case of disagreement with the decision of the Appeal Board, the applicant shall be entitled to apply to the court in accordance with the procedure established by the law.

Article 11
Testing of the Distinctness, Uniformity and Stability of the Selection Achievement

1. Testing of the selection achievement as to its compliance with the criteria of distinctness, uniformity and stability shall be carried out in accordance with the procedure and in cases established by the Government of the RA.
2. As the result of test may be used the data submitted by the competent authorities of foreign states which have concluded relevant agreements with the RA, by the organizations which have concluded relevant agreements with the Authorized Body, as well as by the applicant.
3. Testing of the selection achievement as to its compliance with the conditions of distinctness, uniformity and stability may be combined with the State testing which is carried out in order to determine the economic utility of the selection achievement.
4. Authorized Body shall, on the bases of the favorable results of the examination on protectability of the selection achievement, take a decision to grant a patent and shall make the description of the selection achievement.

5. In case of disagreement with the examination decision to refuse the patent grant, the applicant shall be entitled, within two months as from the date of receipt of the said decision, to appeal to the Authorized Body with a request for re-examination. The procedure to carry out the re-examination shall be established by the Government of the RA.

6. After the re-examination the Authorized Body shall make a decision to grant a patent or to refuse the patent grant.

7. After the re-examination, in case of disagreement with the examination decision to refuse the patent grant, the applicant shall be entitled, within two months as from the date of receipt of the said decision, to lodge an appeal with the Appeal Board of the Authorized Body. The Appeal Board shall consider the appeal within two months as from the date of its receipt and shall submit its decision to the applicant within three days.

8. In case of disagreement with the decision of the Appeal Board, the applicant shall be entitled to apply to the court in accordance with the procedure established by the law.

Article 12 Registration of a Selection Achievement

The decision of the Authorized Body to grant a patent for a selection achievement is a reason to register the selection achievement in the State Register. The procedure for keeping the State Register shall be established by the Government of the RA.

CHAPTER IV LEGAL PROTECTION AND THE STATE REGULATION OF THE USE OF SELECTION ACHIEVEMENT

Article 13 Rights of the Patent Owner

1. The patent owner has the exclusive right to prohibit the third persons from using the patented selection achievement without his permission, as well as to use it at his discretion, if such use does not infringe the rights of other patent owners. Any person may, under the license contract, obtain a permission from the patent owner to perform the following acts in respect of the selection achievement:

- a) production and reproduction,
- b) conditioning of the seed material for the purpose of further propagation,
- c) offering for sale,
- d) selling or other way of realization (marketing),
- e) exporting from the territory of the RA,

- f) importing into the territory of the RA,
 - g) stocking for any of the aforementioned purposes.
2. The right of the patent owner shall also extend to plant material which has been produced and put on the market without the authorization of the patent owner.
3. The authorization of the patent owner shall be required for the performance of acts specified in paragraph (1) of this Article in relation to seeds of variety, which:
- a) essentially derive the characteristics of the protected initial variety, where the protected variety is not itself a selection achievement, which essentially derives the characteristics of another selection achievement;
 - b) are not clearly distinguishable from the protected variety;
 - c) require the repeated use of the protected variety (for their production).
4. A selection achievement shall be deemed to be essentially deriving the characteristics of the protected initial selection achievement when, being clearly distinguishable from the initial selection achievement:
- a) it derives the predominantly essential characteristics of an initial selection achievement, or of another selection achievement that itself derives the essential characteristics (of the initial selection achievement), while retaining the essential characteristics that express the genotype or combination of genotypes of the initial selection achievement (typical characteristics);
 - b) it conforms to the genotype or combination of genotypes of the initial selection achievement, except for the differences which result from the application of such methods, as the selection of an induced transformation (mutant) or of a somaclonal variant from the initial variety, the backcrossing, the genetic engineering.

Article 14 Rights of an Author of the Selection Achievement

1. The Authorized Body shall issue a certificate of authorship to each author who is not the patent owner.
2. The certificate of authorship shall attest the authorship of a selection achievement and the entitlement of the author, if he is not the patent owner, to remuneration to be paid by the patent owner for the use of the selection achievement.
3. The amount and payment conditions of remuneration of the author of a selection achievement, who is not the patent owner, shall be determined by the contract between the patent owner and the author.

4. The remuneration of the co-authors of a selection achievement shall be regulated by the contract between them.
5. The usurpation of the authorship, the coercion to the co-authorship, the publication, without the consent of the author, of the subject matter of an application before its submission, as well as the disclosure of the subject matter of the applied selection achievement before its official publication by the state patent examiner shall entail the liability in accordance with the legislation of the RA.

Article 15
Acts Not Infringing the Rights of the Patent Owner

1. It shall not be considered as an infringement of the rights of the patent owner in respect of the selection achievement, if the protected selection achievement is used:
 - a) for private and non-commercial purposes,
 - b) for experimental purposes,
 - c) as an initial material for the purpose of breeding new varieties.

Article 16
Provisional Legal Protection of Selection Achievement

1. From the date of official publication of the application for selection achievement until the publication of the official data on the granted patent, the provisional legal protection shall be granted to the selection achievement, within the scope of claims laid open to public inspection. The provisional legal protection shall include all rights granted to the patent owner under this Law.
2. The provisional legal protection shall be deemed never to have been granted where the opportunities to appeal the decision of the Authorized Body to refuse the patent grant have been exhausted.
3. The third persons who, during the period mentioned in the item 1 of this Article, have used the selection achievement, shall pay to the patent owner an appropriate compensation for its use. The amount of compensation shall be determined by the consent of parties. Failing such a consent the issue shall be resolved by the court.
4. The period mentioned in the item 1 of this Article may begin from the date, when the applicant has notified of the selection achievement the user of it, if that date precedes the date of official publication of the application for selection achievement.

Article 17
Granting the Right to Use the Selection Achievement

1. The use of selection achievement shall be regulated by the license contract (exclusive, non-exclusive, open and compulsory).
2. The license contracts that have not been registered with the Authorized Body shall have no legal effect. The procedure for the registration of the license contracts shall be established by the Government of the RA.
3. In case of exclusive license an exclusive right to use the selection achievement is transferred within the limits provided in the contract, beyond which the licensor retains the said right.
4. In case of non-exclusive license the licensor, while transferring to the licensee the right to use the selection achievement, retains all rights deriving from the patent, including the right to grant licenses to third parties.
5. In case of open license the patent owner may appeal to the Authorized Body with the request to publish in its Official Gazette a notice on granting the right to use the selection achievement to other person. A person who expressed a wish to obtain an open license shall be required to conclude a payment contract with the patent owner.
6. In the interests of the national security and in the public interests or in situations of emergency of the RA, as well as in case of public non-commercial use the Government of the RA is empowered to use or authorize third parties to use a selection achievement without the consent of the patent owner, provided the patent owner shall be notified within 10 days and paid adequate remuneration taking into account the circumstances of each case and the economic value of such authorization.
7. The terms for granting a compulsory license are regulated in accordance with the procedure established by the Government of the RA.
8. The compulsory license shall be only non-exclusive and, depending on its objectives, shall be granted for a certain period and on certain terms. The said period may be extended if the conditions, on the bases of which the compulsory license was granted, continue to exist. The compulsory license shall be recognized invalid if the licensee has infringed the terms under which the license was been granted.
9. Disputes relating to the license contracts shall be settled by the court.

Article 18
Premature Termination of the Legal Protection of the Selection Achievement

1. The legal protection of the selection achievement shall prematurely terminate if:
 - a) the Authorized Body takes a decision to refuse the grant of a patent;

- b) the applicant has withdrawn the application or the patent owner has denied from the patent in writing;
 - c) it appeared that the legal protection was granted:
 - ca) to the person who has not had that right;
 - cb) predominantly on the basis of documents submitted by the breeder and the criteria of distinctness, uniformity and stability were not complied with on the date of the grant of the legal protection;
 - d) the applicant or the patent owner has failed to pay the fees prescribed by the law;
 - e) the denomination of the variety was cancelled after the granting of the legal protection and the applicant or the patent owner has failed to propose a suitable denomination.
2. The protection of the right on selection achievement can not be prematurely terminated on the grounds that differ from those established by this law.

Article 19 Publication of the Official Information

1. The Authorized Body shall periodically publish an Official Gazette.
2. After the publication of the information on the patent applications and the decisions in respect thereof any person shall have the right to inspect the documents of the patent applications.

Article 20 Patent Fees

The filing of a patent application, the grant of a patent and its maintenance in force, as well as the performance of other legal acts relating to a patent shall be subject to the payment of fees. The types of the fees, the amount and the time limits for paying the fees, together with the conditions and terms for reduction, refund or exemption of fees shall be determined by the "Law on State Duties" of the RA.

Article 21 Rights of Foreign Citizens and Legal Entities

Foreign natural persons and legal entities shall, on the basis of international treaties to which the RA is party, or on the basis of reciprocity, enjoy the rights provided for in this Law and bear the responsibility on the same footing as natural persons and legal entities of the RA.

CHAPTER V
TRANSITIONAL PROVISIONS

Article 22

The Granting of the Patent on the Basis of the Materials Entered into the List of Varieties and the Author's Certificates of the Former USSR

The granting of the patent for selection achievement on the basis of the materials entered into the List of divided into districts plant varieties, hybrids and the author's certificates of the former USSR shall be carried out for the unexpired period of the patent validity in compliance with the procedure established by the Authorized Body.

THE PRESIDENT OF THE
REPUBLIC OF ARMENIA

R. KOCHARYAN

Yerevan, December 22, 1999
AL-23

[Fin de l'annexe II et du document/
End of Annex II and of document/
Ende der Anlage II und des Dokuments/
Fin del Anexo II y del documento]